

Le budget

des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada et de rapprocher le patronat et le syndicat dans ce pays.

Je disais l'an passé, et je le maintiens aujourd'hui, que les recommandations du Conseil économique du Canada offraient une solution de rechange aux politiques actuelles du gouvernement conservateur. Non seulement le gouvernement a-t-il rejeté les recommandations du Conseil économique du Canada, mais il a décidé de le tuer. Il est évident que le gouvernement veut éliminer toute voix indépendante.

[Traduction]

Le gouvernement n'a pas tenu compte des solutions que lui proposait le Conseil économique du Canada; il a préféré se défaire de ce dernier et poursuivre une politique anti-inflationniste sachant pertinemment qu'elle conduirait à l'augmentation du chômage.

Une voix: Bravo!

M. Berger: C'est comme ça qu'un million et demi de Canadiens sont aujourd'hui à la recherche d'un emploi.

Dans mon parti, nous pensons que les taux de chômage élevés sont inacceptables et qu'ils ne sont pas inévitables. Nous sommes convaincus qu'on peut faire quelque chose et que le gouvernement ne doit pas se résigner au chômage massif, conviction que partageaient les membres du Conseil économique du Canada.

Une voix: C'est bien pour ça qu'ils ne sont plus là.

M. Berger: Aujourd'hui, ils ne sont plus là parce qu'ils ont osé émettre des opinions contraires à celles du gouvernement.

Notre parti est d'avis qu'à court terme on peut faire quelque chose pour soulager un peu les souffrances des Canadiens et pour leur redonner la dignité que seul procure le travail. Nous pensons qu'il conviendrait d'accroître légèrement le déficit dans le but de redonner du travail aux sans-emploi.

L'an dernier, dans mon discours sur le budget, j'avais fait remarquer que le ministre des Finances, le précédent, avait annoncé dans son premier budget, qu'il avait déposé en 1985 je crois, qu'il ramènerait le déficit financier du gouvernement à 18 milliards de dollars avant la fin de la décennie. Mais comme nous le savons tous, dans son budget de l'an dernier, il prévoyait un déficit de 30,5 milliards, soit un léger écart de 12,5 milliards par rapport à ses prévisions initiales.

Dans ce budget, qui a été déposé il y a quelques semaines, le ministre des Finances actuel soutient que ces prévisions ne peuvent être respectées et que le déficit ne sera pas de 30,5 milliards mais plutôt de 31,5 milliards,

chiffre qui de l'avis de nombreux économistes est par trop optimiste.

Est-ce donc tellement déraisonnable de la part du chef de notre parti que de proposer d'augmenter le déficit de, disons, 1 milliard de dollars cette année, pour redonner du travail aux Canadiens et leur rendre la dignité que seul le travail procure, comme je le disais plus tôt? Est-ce une proposition trop farfelue pour le gouvernement et le ministre des Finances qui se sont empressés de la rejeter d'office?

Quand nous parlons d'augmenter légèrement le déficit pour redonner du travail aux sans-emploi, ça ne signifie pas nécessairement, comme l'a fait remarquer le chef de notre parti, que les finances du gouvernement en souffriraient; ces dépenses seraient compensées par une diminution des prestations de chômage et d'aide sociale versées par le gouvernement et par une augmentation des impôts qu'il percevrait.

Dans notre parti, nous savons fort bien que les Canadiens ne sont pas à la recherche de solutions miracles; ils savent bien que ce n'est pas du jour au lendemain qu'on pourra réparer les dégâts causés par huit ans de gouvernement conservateur.

Par ailleurs, nous sommes convaincus que c'est au gouvernement qu'il incombe de venir en aide aux Canadiens en temps de crise. Et c'est pour ça que notre parti a élaboré une série de propositions visant à stimuler l'économie en pleine récession.

À long terme, les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui mette en oeuvre une stratégie visant à assurer la croissance durable de l'économie canadienne, à créer la richesse dans une économie mondiale basée sur les compétences et à garantir un niveau constant de prospérité. Il est évident que le gouvernement n'a pas ce genre de stratégie.

J'ai parlé à la Chambre à maintes reprises des lacunes du Canada dans le domaine des sciences et de la technologie. Nous devons investir davantage dans la recherche et le développement au Canada pour augmenter la valeur ajoutée, pour donner de bons salaires à nos travailleurs et pour fabriquer des produits de qualité. Je parle des produits à valeur ajoutée destinés à l'exportation et à la consommation sur notre marché national afin de rivaliser avec les importations.

Y a-t-il quelqu'un à la Chambre qui croit que nous devrions rivaliser avec les pays en voie de développement aux salaires bas pour des produits et des services à faible valeur ajoutée, des salaires bas et des compétences moindres? Est-ce cela que nous devrions faire? Ou bien voulons-nous des salaires élevés et de hautes compétences? La seule façon d'y parvenir est d'augmenter la